

Article 21 du Règlement

M. Rivard et les autres lauréats savent bien faire honneur aux Canadiens, aux Québécois. Ils sont un excellent exemple de la qualité de notre culture. C'est pourquoi je les félicite à nouveau et particulièrement M. Rivard qui vient de la magnifique circonscription d'Outremont.

* * *

L'ENVIRONNEMENT**L'APPORT MAJEUR DE QUÉBEC-EST**

M. Marcel R. Tremblay (Québec-Est): Monsieur le Président, afin de promouvoir la qualité de l'environnement par l'information, l'éducation et la recherche, le gouvernement du Canada a décrété la première semaine de juin, «Semaine de l'environnement», à travers tout le pays.

Permettez-moi ici, monsieur le Président, de souligner l'apport majeur de deux importantes industries situées dans ma circonscription de Québec-Est qui n'ont pas lésiné pour investir des millions de dollars afin d'améliorer la qualité de l'environnement. Je me réfère ici à la compagnie REED qui, depuis 1981, a dépensé plus de 40 millions pour le traitement des eaux et le traitement atmosphérique, en se dotant, entre autres, d'un clarificateur d'eau pouvant traiter les eaux usées et voir à éliminer les déchets toxiques.

Par ailleurs, la Communauté urbaine de Québec, grâce à une subvention de 800 000 \$ du gouvernement conservateur, a investi plus de trois millions de dollars au cours des trois dernières années pour améliorer la qualité de l'air et ainsi combattre la pollution.

En terminant, monsieur le Président, je crois essentiel de mentionner l'énergie que déploie mon gouvernement afin d'en arriver à une entente satisfaisante avec les Américains relativement aux pluies acides qui, bien sûr, créent un tort irréparable à nos secteurs agricole et forestier.

* * *

● (1405)

[Traduction]

LA CHAMBRE DES COMMUNES**LE RÈGLEMENT—LES MODIFICATIONS PROPOSÉES**

M. Rod Murphy (Churchill): Monsieur le Président, comme l'a signalé mon collègue, le député de Winnipeg—Birds Hill (M. Blaikie), c'est la première fois aujourd'hui depuis 1969 que le gouvernement du Canada tente de modifier le Règlement sans la collaboration des deux partis d'opposition.

A l'époque, l'un des orateurs conservateurs les plus éloquents avait déclaré qu'on pourrait parler de viol du Parlement si le gouvernement modifiait le Règlement de la Chambre sans consulter les deux partis d'opposition et s'assurer leur collaboration.

Les deux partis d'opposition négocient avec le gouvernement et tentent d'en arriver à une solution globale qui tienne compte aussi bien du droit du gouvernement de prendre des initiatives

que de celui du public d'être informé des mesures législatives et de participer au débat qui les entoure par l'examen au comité. Si le gouvernement n'est pas disposé à collaborer avec nous, cela signifie que l'ensemble de la population du Canada est exclue du processus et que la réforme parlementaire est paralysée.

* * *

LE TERRORISME**LA RÉUNION INTERNATIONALE SUR LES MESURES À PRENDRE POUR CONTRER LE TERRORISME**

M. John Oostrom (Willowdale): Monsieur le Président, jeudi dernier, des représentants du Canada et des sept pays les plus industrialisés, soit les États-Unis, la Grande-Bretagne, l'Italie, le Japon, l'Allemagne fédérale et la France, ainsi que du Danemark et de la Belgique, se sont réunis à Paris pour discuter du terrorisme international. Il s'agissait du premier sommet antiterroriste à donner un cadre officiel à la coopération internationale dans la lutte contre les individus qui n'ont aucun respect pour la vie humaine.

Si nous voulons vraiment rayer le terrorisme de la face de la planète, toutes les nations doivent veiller à communiquer tous les renseignements disponibles sur les groupes voués au renversement ou à la destabilisation des pays démocratiques ou désireux d'attirer l'attention sur une cause quelconque.

En Europe, la coopération a déjà donné des résultats concrets. La France a réussi à entraver le terrorisme du Moyen-Orient et l'Italie a démembré les Brigades rouges. La semaine dernière, grâce à des renseignements provenant des services de renseignement italiens, la France a démantelé un réseau de Brigades rouges à Paris.

Pour la première fois, le Canada, les États-Unis et le Japon se joindront au réseau de lutte contre le terrorisme. C'est le seul moyen d'assurer à nos citoyens que des individus comme Francesco Piperno, brigadiste reconnu coupable d'actes terroristes cherchant asile au Canada comme réfugié, seront immédiatement renvoyés dans leur pays.

* * *

LES AFFAIRES MUNICIPALES**LA NÉCESSITÉ D'AMÉLIORER L'INFRASTRUCTURE**

M. George Henderson (Egmont): Monsieur le Président, cette semaine, la Fédération canadienne des municipalités a organisé son congrès annuel à Ottawa. Dans une déclaration récente, elle a fait valoir que l'infrastructure municipale traverse une période de crise au Canada et elle a fait état de la nécessité de multiplier les efforts de collaboration entre les différents niveaux de gouvernement pour assurer la réparation et l'entretien de la voirie, des égouts, des ponts dans les villes et villages un peu partout au Canada. Le ministre des Finances (M. Wilson) a toutefois préféré ne pas tenir compte de ses recommandations.